

Pas de cadeaux pour le réseau !



Toutes les images de ce compte rendu ont été imaginées par des humains et fabriquées avec l'aide d'outils graphiques et d'IA.

Cela ne vous étonnera pas : le dernier CSE du réseau France 3 s'est déroulé sous le signe de l'austérité. Pour la première fois en effet, la présidente de France Télévisions a dû présenter un budget 2025 déficitaire au conseil d'administration, qui l'a néanmoins adopté.

Une politique d'austérité qui s'étend aussi à la parole et à la communication des informations au CSE du réseau qui en a désormais l'habitude, mais ne désarme pas. Pas de cadeaux donc : la hotte du Père Noël est percée.

[Lire ici notre liminaire.](#)

Économies, le retour, les BIPs laboratoires et nos chères cantines sont au menu de ce CSE.

▶ AU SOMMAIRE

- [Économies: toujours plus !](#)
- [Lozère, terre de \(dé\)missions](#)
- [Arcachon, les quatre saisons](#)
- [Restauration : "Je préfère manger à la cantine !"](#)

Économies : toujours plus !

Alors même qu'en CSE central, on annonce les suppressions d'ETP pour l'année 2025, au CSE du réseau, sa directrice Isabelle Staes "*ne confirme pas*" les mesures d'austérité.

Pourtant, l'annonce est claire : moins 120 ETP pour le Siège, moins 25 pour les Outre-mer, moins 35 pour le réseau France 3.

Une fois de plus, les élus se trouvent face à l'impossibilité d'obtenir des informations.

Une interruption de séance et une menace à peine voilée de suspendre le CSE plus tard et la directrice revient avec la proposition de faire intervenir les responsables financiers de France TV et de France 3. Faute de réponses stratégiques et politiques, les élus ont droit à une analyse budgétaire.

"Je ne fais pas de politique, je peux juste vous parler de la réalité des chiffres", explique Priscille Ducomet, directrice financière de FTV. Comme si ces chiffres n'étaient pas le résultat d'une politique.

C'est donc bien 35 ETP (équivalent temps plein) qui seront supprimés l'année prochaine.

En cause: les coupes budgétaires exigées par le ministère au dernier moment, c'est-à-dire en novembre.

Pour Priscille Ducomet, il n'est pas possible dans ces conditions de ne pas toucher aux ETP, car les accords salariaux font augmenter la masse salariale de 1,5 % par an. Mais "*les économies toucheront peu les ETP*". Seulement 5 millions d'euros sur les 65 réalisés, dit la directrice.



Quant à la ventilation région par région, nous n'en saurons pas plus. Là encore, l'opacité règne alors que des mesures commencent à être prises dans les antennes par des directeurs régionaux bien zélés, déjà en chasse d'économies supplémentaires, comme l'an dernier.

Et comment compenser ces 35 ETP dans des antennes déjà à flux tendus ? Par plus de polyvalence ? À ces questions, Vanessa Fixot-Lucas, DRH du réseau répond: "*Je n'ai pas parlé de polyvalence, mais de négociation métier*".

Mais réjouissons-nous-en cette période de Noël. Les salariés de France 3 vont aussi recevoir un cadeau, ou plutôt une "non mauvaise nouvelle". La directrice financière nous l'annonce: "*Nous avons de la chance à FTV, car il n'y a pas de plan social*". Un cynisme et une dialectique imparables.

Lozère, terre de (dé)missions

Le Bureau d'Information de Proximité (BIP) de Mende en Lozère, inoccupé depuis quatre ans, va rester ouvert... mais vide ! Dans cette implantation, créée en 2011, la direction d'Occitanie n'a jamais réussi à fixer une équipe durablement, de l'aveu même de sa directrice actuelle : pas d'actualité, une intégration locale compliquée et une couverture numérique absente.

Une situation qui a généré par le passé des souffrances chez nos collègues. Une couverture régulière du département depuis Montpellier avec des tournages de dossiers et d'éléments pour *Dimanche en Politique* a été mise en place avec succès. Mais la rédaction de Montpellier ne va récupérer qu'un seul des deux postes restés vacants et qui va être mis en consultation.

La direction est revenue sur sa volonté de redéployer les deux postes pour en laisser un à Mende, garder le bureau et payer le loyer à vide !

Le poste de JRI est gelé dans l'attente... d'un projet d'expérimentation avec France Bleu pour lequel Claire Combes se dit "*volontaire*". Aussitôt coupé par la directrice du réseau qui précise "*qu'il n'y a pas de projet pour l'instant avec France Bleu*".



Quelle est l'intention donc ? Constituer une équipe mixte d'un JRI France 3 avec le reporter en résidence de France Bleu, qui travaille sur place ? Hors de question pour les élus du SNJ que ce bureau devienne un laboratoire. Une résolution demandant que les deux postes soient redéployés à Montpellier a été votée à l'unanimité.

Arcachon, les quatre saisons

La direction régionale de Nouvelle-Aquitaine a hissé le spi. Elle veut créer au plus vite un vieux serpent de mer : un BIP à Arcachon. Les raisons invoquées : une population qui a explosé depuis le Covid : 1,7 million d'habitants ; une couverture éditoriale devenue nécessaire au-delà de la saison touristique et meilleur maillage en Gironde. Les embouteillages ayant augmenté en même temps que la population, l'accès à cette partie de la région prend de plus en plus de temps.

Le responsable immobilier a trouvé l'endroit idéal en centre-ville, tout près de la gare, un prérequis : un local de 80 m² en rez-de-chaussée, mais ne donnant pas sur la rue dans un immeuble neuf. La direction a déjà pris contact avec la mairie pour une place de stationnement en face l'implantation.

Après avoir envisagé un redéploiement seulement pour des journalistes de Bordeaux, la direction indique que les deux postes seront ouverts à une consultation nationale et qu'à terme, deux postes de Bordeaux ne seront pas remplacés.



Le futur bureau pourrait accueillir France Bleu puisque, là aussi, un reporter en résidence de la radio publique y travaille. Mais Fabrice Goll, le directeur régional, se défend de vouloir, lui aussi, en faire un laboratoire. “*France Bleu sera bienvenue*”, affirme-t-il, “*mais le projet ne dépend pas de cela*”. Le marché immobilier local étant très tendu, les élus ont voté un avis favorable sous réserve d'un stationnement assuré pour un véhicule de reportage devant le local.

Restauration : “Je préfère manger à la cantine !”

Marseille, Lyon, Bordeaux, Antibes, Nancy et Toulouse. Autant de cantines régionales passées à la moulinette des experts de Secafi, pour un audit riche en enseignements. Conclusion : les salariés aiment leur cantine !

Malgré le Covid, le télétravail, des locaux vétustes et la volonté de la direction de nous détourner des plateaux repas, le personnel reste très attaché à la pause déjeuner sur site aux côtés de leurs collègues... Plus d'une personne interrogée sur deux y mange au moins trois fois par semaine, une sur cinq quotidiennement. Convivialité, simplicité, efficacité, équilibre alimentaire... Les cantines présentent tous les ingrédients pour être bien dans sa tête et dans son ventre sur son lieu de travail.

Seulement voilà, fin du repas, le grand chef du schéma, directeur immobilier de France Télévisions, verrait d'un bon œil la fermeture de ces dernières. Place aux frigos connectés alimentés par des sociétés extérieures sans saveurs. Alors que malgré certaines difficultés financières, garder ces lieux est un plus social inestimable, mais pas hors de prix, nous disent les expertes.



“La restauration n’est pas le métier de France Télévisions”, nous dit la direction. Alors à quand une bi-qualification JRI-cuisto ou rédacteur-pâtissier ?

Les élu.es et représentant syndical du SNJ vous remercient de lire ce compte rendu régulièrement et vous souhaitent une très belle nouvelle année.

Nous vous donnons rendez-vous les 21, 22 et 23 janvier 2025 pour la prochaine réunion ordinaire du CSE du réseau France 3.

Vos représentants SNJ:

Myriam Figureau, Jean-Manuel Bertrand, Vincent Habran
et Hervé Colosio.